



**ARRÊTÉ DU MAIRE N°317/2024
AUTORISATION DE POSE D'ENSEIGNES**

Le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume ;

VU le code de l'Environnement, notamment ses articles L.581-18 et L.581-21, R.581-9 à R.581-13, R.581-16 et R.581-58 à R.581-65,

VU la demande d'autorisation préalable enregistrée sous le n° AP 083116 24 000 02, concernant l'installation d'enseignes sur un immeuble sis 39 Rue Général De Gaulle à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, déposée le 16 Janvier 2024 en Mairie, complété le 07 mars 2024 et reçu par l'union départementale de l'architecture et du patrimoine du var le 11 mars 2024.

VU l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 12 mars 2024 sur le projet d'installation d'enseignes situé sur la façade du n° 39 Rue Général De Gaulle 83 470 Saint-Maximin-la-Sainte-Baume,

CONSIDÉRANT que constitue une enseigne, toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce, aux termes de l'article L.581-3 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L.581-3-1 du Code de l'environnement, l'autorité de police de la publicité extérieure est le maire

ARRETE

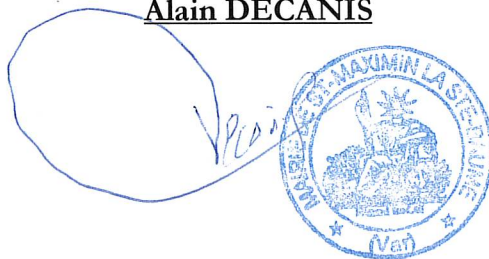
ARTICLE 1 : L'autorisation d'installation d'enseignes sur la façade du n°39 rue Général De Gaulle objet de la demande susvisée est autorisée.

ARTICLE 2 : Ces enseignes doivent respecter les prescriptions du Code de l'environnement, et notamment l'article R.581-59 relatif aux obligations d'extinction des enseignes lumineuses

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 04 mars 2024

Le Maire,

Alain DECANIS



Voies et délais de recours : Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- **un recours gracieux**, adressé à M. le Maire de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume
Service Occupation du Domaine Public
Parvis Charles II D'Anjou
83 470 Saint-Maximin-la-Sainte-Baume

Dans ce cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de ce recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif de Toulon (5, rue Racine - CS 40510 - 83041 TOULON CEDEX 9)